

Règlement de la consultation

Nom de la personne publique	Domaine de Chantilly – Fondation d'Aumale 17 rue du Connétable 60500 CHANTILLY
Représentant du pouvoir adjudicateur et ordonnateur secondaire	L'administratrice générale du domaine de Chantilly
Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-46, R.2191-60 et R.2391-28 du code de la commande publique	L'administratrice générale du domaine de Chantilly
Comptable assignataire des paiements	L'agent comptable secondaire du domaine de Chantilly - fondation d'Aumale
Mode de consultation	APPEL D'OFFRES OUVERT - articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Objet	Accord cadre n° 26IBAT006 Maitrise d'œuvre pour des travaux de restauration, aménagement et mise en conformité du Domaine de Chantilly
-------	---

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS :	Vendredi 10 avril 2026 à 13h00
---	---------------------------------------



Table des matières

ARTICLE 1 ^{er} . OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 <i>Objet de la consultation</i>	3
1.2 <i>Pouvoir adjudicateur</i>	3
1.3 <i>Cadre réglementaire de la consultation : Code du Patrimoine</i>	3
ARTICLE 2. PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ	3
2.1 <i>Procédure de passation</i>	3
2.2 <i>Forme du marché</i>	4
ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 <i>Principes régissant la consultation</i>	4
3.2 <i>Allotissement</i>	4
3.3 <i>Conditions de participation des concurrents</i>	4
3.4 <i>Compétence exigée du titulaire</i>	4
3.4 <i>Durée du marché - Délais d'exécution</i>	5
3.5 <i>Variantes et prestations supplémentaires éventuelles</i>	5
3.6 <i>Accès des candidats à la consultation</i>	5
3.7 <i>Délai de validité des candidatures</i>	5
3.8 <i>Langue et unité monétaire</i>	5
3.9 <i>Forme juridique des candidats</i>	6
ARTICLE 4. COMPOSITION DU DCE ET MODALITÉS DE RETRAIT	6
4.1 <i>Contenu du dossier de consultation</i>	6
4.2 <i>Modifications de détail apportées au DCE</i>	6
4.3 <i>Modalités de retrait du DCE</i>	6
4.4 <i>Modalités de gestion des questions/réponses en cours de consultation</i>	6
ARTICLE 5. VISITE DU SITE	7
ARTICLE 6. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
6.1 <i>Présentation des candidatures</i>	7
6.2 <i>Présentation des offres</i>	9
6.3 <i>Conditions de remise des candidatures et des offres par voie dématérialisée</i> .	9
ARTICLE 7. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
7.1 <i>Sélection des candidatures</i>	11
7.2 <i>Critères de jugement des offres</i>	11
7.3 <i>Classement des offres</i>	13
ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC - VÉRIFICATION.....	13
ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	14
ARTICLE 10. PROCÉDURES DE RECOURS	14
ATTESTATION DE VISITE (*).....	15



AVERTISSEMENT

En application de la nouvelle réglementation relative aux marchés publics, la candidature et l'offre du candidat n'ont plus à être signées au stade du dépôt de l'offre.

Le dépôt de l'offre engage le candidat sur la sincérité des documents, la véracité et la complétude des informations. L'offre déposée engage toutes les sociétés qui y sont désignées, à savoir le candidat, ses éventuels cotraitants et ses (leurs) éventuels sous-traitants.

L'offre est de ce fait réputée avoir eu l'aval d'une personne habilitée à engager la ou les sociétés candidates, laquelle personne sera amenée, en cas d'attribution, à signer les éléments constitutifs de l'offre.

ARTICLE 1^{er}. OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

Le présent accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents a pour objet des prestations de maîtrise d'œuvre pour le Domaine de Chantilly.

Dans un objectif de valorisation de son patrimoine le Domaine de Chantilly souhaite être accompagné d'un maître d'œuvre pour son patrimoine classé au titre des Monuments Historiques afin de mener un programme de travaux sur les quatre prochaines années. Le détail des travaux attendus sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 Pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage, organisateur de la consultation, est le Domaine de Chantilly – Fondation d'Aumale

1.3 Cadre réglementaire de la consultation : Code du Patrimoine

Certaines parties du Domaine de Chantilly sont classées au titre des Monuments historiques par arrêté du 30 décembre 1988.

Le maître d'œuvre retenu sera donc choisi conformément à l'article R621-28 du Code du patrimoine, désignées sous l'appellation « **d'architectes qualifiés** ».

ARTICLE 2. PROCÉDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est organisée sous la forme d'un appel d'offres conformément aux dispositions des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Le présent accord cadre à marchés subséquents est un marché de prestations de maîtrise d'œuvre ; les stipulations du CCAG – MOE approuvé par arrêté du 30 mars 2021 s'appliquent.

La **classification CPV** prestations concernées est la suivante : 71000000 **Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection** / 71200000 **Services d'architecture**.



2.2 Forme du marché

2.1.1 Forme de l'accord-cadre

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de la conclusion de marchés subséquents sans montant minimum et avec un montant maximum de 1.000.000,00 € HT par application des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un fractionnement en tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

2.1.2 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus à prix forfaitaires.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Principes régissant la consultation

La consultation est régie par les principes suivants :

- Liberté d'accès à la commande publique ;
- Égalité de traitement des candidats : à ce titre, les candidats bénéficient du même niveau d'information et la personne publique ne donnera pas à certains candidats des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres ;
- Respect du secret des affaires ;
- Objectivité et transparence des procédures ;
- Droit à un recours effectif.

3.2 Allotissement

En l'absence de prestations distinctes, la consultation n'est pas décomposée en lots. Par conséquent, l'offre présentée par chaque candidat devra porter sur l'ensemble des services objet de la consultation.

La présente consultation pourra être déclarée infructueuse ou sans suite sans que les candidats puissent prétendre à une indemnité.

3.3 Conditions de participation des concurrents

L'offre présentée par le candidat individuel ou le groupement, devra indiquer tous les éventuels sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, la forme retenue par le pouvoir adjudicateur est le groupement solidaire ou le groupement conjoint avec mandataire solidaire.

3.4 Compétence exigée du titulaire

La présente consultation s'adresse à des opérateurs uniques ou à des groupements pluridisciplinaires composés au minimum de :





- L'Architecte - maître d'œuvre devra attester des connaissances historiques, architecturales et techniques nécessaires à la conception et à la conduite des travaux sur l'immeuble faisant l'objet de l'opération de restauration (voir article 6.1 du présent document).



La maîtrise d'œuvre des opérations de restauration sur le patrimoine classé n'appartenant pas à l'Etat est assurée par un architecte qualifié : architecte en chef des monuments historiques (ACMH) ou architecte de compétence équivalente précisé à l'article R. 621-28 du code du patrimoine.

Celui-ci devra apporter les justificatifs apportant la preuve que les exigences de l'article R. 621-28 du code précité sont satisfaites.

Le mandataire sera obligatoirement l'architecte maître d'œuvre.

-  O.P.C.
-  Bureau d'études techniques structure
-  Bureau d'études fluides (thermique / CVC / électricité/ VRD)
-  Economiste de la construction

Chaque candidat unique ou chaque équipe candidate en cas de groupement devra justifier de la totalité des compétences listées ci-avant.

3.4 Durée du marché - Délais d'exécution

3.4.1 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de quatre (4) ans à compter de sa date de notification au Titulaire. Il ne pourra pas être reconduit.

3.4.2 Durée des marchés subséquents

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. L'exécution des marchés subséquents peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le cadre du délai d'exécution prévu par lesdits marchés subséquents.

3.4.3 Délais d'exécution

L'ensemble des délais d'exécution applicables à chaque marché subséquent sera précisé dans ces derniers.

3.5 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Aucune variante ni prestation supplémentaire éventuelle ne pourra être proposée par le candidat.

3.6 Accès des candidats à la consultation

Le pouvoir adjudicateur ne retient que les interdictions de soumissionner obligatoires et générales prévues aux articles L.2141-1 à 11 du code de la commande publique.

Lorsqu'un soumissionnaire est en situation d'interdiction obligatoire de soumissionner il est exclu de la procédure.

3.7 Délai de validité des candidatures

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

3.8 Langue et unité monétaire

Les candidatures, offres et autres éventuelles correspondances avec le Domaine de Chantilly doivent être rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité monétaire est l'Euro.



3.9 Forme juridique des candidats

Les candidats pourront présenter une offre soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membre d'un groupement.

La forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Domaine de Chantilly.

Dans le cadre de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

ARTICLE 4. COMPOSITION DU DCE ET MODALITÉS DE RETRAIT

4.1 Contenu du dossier de consultation

Le présent dossier de consultation remis aux candidats est constitué par :

- le présent règlement de la consultation (RC) avec l'attestation de visite;
- l'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre;
- d'un bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord cadre correspondant. Il a une valeur contractuelle.
- d'un détail quantitatif estimatif (DQE). Il n'a pas de valeur contractuelle et constitue la référence pour établir la note prix.
- un modèle de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dont il devra être fait usage lors de la remise des offres pour les marchés subséquents ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord cadre;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CTP) de l'accord-cadre et ses annexes ;

IMPORTANT :

Les candidats sont tenus de vérifier, dès réception, le contenu du dossier transmis et sa conformité à la liste des pièces fournies. Aucun délai supplémentaire et aucun recours ne pourra être accepté du fait d'un dossier incomplet.

Les candidats n'ont pas à apporter de modification aux pièces du dossier de consultation.

4.2 Modifications de détail apportées au DCE

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des plis des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3 Modalités de retrait du DCE

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Les candidats pourront télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Un guide d'utilisation à destination des entreprises est disponible sur le site dans l'onglet «aide».

En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » au 01 76 64 74 07 et par courrier électronique à l'adresse suivante : place.support@atexo.com

4.4 Modalités de gestion des questions/réponses en cours de consultation

Les questions relatives au DCE doivent être obligatoirement formulées par écrit via la plate- forme PLACE dans le module « questions/réponses », au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des candidatures ou des offres.. Seules les demandes parvenues dans le délai feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Les réponses communes seront adressées au plus tard **5 jours** calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres à tous les candidats, s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de



leurs candidatures ou offres.

Les réponses sont transmises à toutes les sociétés ayant téléchargé le DCE via le profil acheteur et s'étant identifiées au préalable sur la plate-forme PLACE.

Tous les candidats en sont informés par un mail de notification de la plateforme les invitant à télécharger les documents.

À tout moment, et jusqu'à la date et heure limites de dépôt des offres, les candidats peuvent interroger le support de la plate-forme PLACE pour être accompagnés dans le dépôt et la signature de leur offre.

Un guide d'utilisation à destination des entreprises est disponible sur le site dans l'onglet «aide».

En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » au 01 76 64 74 07 et par courrier électronique à l'adresse suivante : place.support@atexo.com

ARTICLE 5. VISITE DU SITE

Les candidats souhaitant remettre une candidature et une offre pour le présent marché doivent effectuer **une visite obligatoire** afin de prendre connaissance des lieux et des différentes contraintes afférentes à la prestation.

La visite aura lieu uniquement sur rendez-vous. La prise de rendez-vous sera effectuée uniquement via PLACE.

Les dates de visites seront obligatoirement le lundi 16 mars 2026 ou le mardi 17 mars 2026.

Les conditions suivantes relatives aux visites s'appliquent à tous les candidats en visite groupée ou individuelle :

- remettre la demande de laisser-passer remplie lors de la prise de RDV transmis à la fin du présent document ;
- elles auront lieu une fois pour chaque candidat/groupement et limité à 3 personnes ;
- les candidats disposeront de la même durée de visite et suivront le même parcours/circuit de visite ;
- les candidats devront se munir lors de la visite de site de l'attestation de visite de site transmis à la fin du présent document. À l'issue de celle-ci, l'attestation de visite signée sera remise au candidat qui devra la joindre à son offre sous peine d'irrecevabilité.

ARTICLE 6. PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le candidat devra remettre un dossier complet (dossier administratif : candidature et offre) dans un seul et même pli.

Rédigées entièrement en langue française, les candidatures et les offres des candidats comprendront les éléments décrits ci-après :

6.1 Présentation des candidatures

Les candidats auront à produire **un dossier complet** comprenant les pièces suivantes :

Chaque candidat ou membre de groupement devra produire les pièces suivantes :

- ✚ La lettre de candidature formulaire DC1 (modèle avril 2019, disponible gratuitement sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, permettant d'identifier le candidat et les membres du groupement le cas échéant,
- ✚ La déclaration du candidat formulaire DC2, ou équivalent, permettant l'évaluation des capacités professionnelles, techniques et financières du candidat et des membres du groupement le cas échéant, le DC2 comprend :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- ✚ Liste des références pour des prestations de même nature exécutés au cours des trois dernières années précisant la date, le montant et la nature publique ou privé du destinataire.



✚ Uniquement pour le mandataire, il doit nécessairement être architecte et apporter toute justification de la qualification dont il dispose. Il justifie que ces qualifications relèvent bien de l'article R.621-28 du Code du Patrimoine (voir article 3.4)

- attestation d'inscription à l'Ordre des Architectes
- justification du titre "d'architectes libéraux du patrimoine" (diplômés de l'école de Chaillot ou titulaires d'un DSA en architecture mention « Architecture et Patrimoine » ou justification du titre d'ACHM ou de tout autre diplôme européen reconnu de niveau équivalent)
- justification d'une expérience de dix années dans le domaine de restauration du bâti ancien

✚ Preuve d'une assurance contre les risques professionnels (en cours de validité)

✚ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements

✚ La déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'a pas fait l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7 à 10 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés (modèle joint au présent règlement de consultation).

La remise du formulaire DC1 vaut déclaration sur l'honneur (ne pas oublier de cocher la case correspondante).

Dans le cas où la personne qui signerait la déclaration pour le compte de l'entreprise candidate ne serait pas le dirigeant de l'entreprise ou tout autre représentant juridiquement habilité à l'engager, elle devra joindre à la candidature la preuve de sa capacité à engager la société par la production d'une délégation du pouvoir, établie par la personne juridiquement habilitée à engager l'entreprise.

Pour les candidats établis dans un État membre de l'Union européenne, autre que la France, ou dans un pays tiers, produire les certificats ou déclarations équivalentes.

Les candidats sont informés qu'ils ont la possibilité, conformément à l'article R.2143-4 du code de la commande publique de présenter leur candidature sous la forme d'un document unique européen (D.U.M.E) disponible sur le service eDUME fourni gratuitement par la Commission Européenne à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd>

En cas de co-traitance ou de sous-traitance, la totalité des documents précités doit être transmise.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés dans le présent règlement de la consultation. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique, y compris s'il s'agit de sous-traitants.

Les formulaires administratifs relatifs aux marchés publics (DC1, DC2,...) et leurs notices explicatives sont gratuitement téléchargeables à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

En cas de dossier incomplet, le Domaine de Chantilly se réserve la possibilité de demander aux candidats de fournir les pièces manquantes ou incomplètes ou d'expliquer les pièces justificatives fournies, dans un délai qui lui sera imparti dans la demande. Toute absence de réponse du candidat dans ce délai pour compléter son dossier ou tout dossier ne présentant pas de garanties administratives, techniques et financières entraînera le rejet de la candidature conformément aux articles R.2144-2 et R.2144-7 du code de la commande publique.



6.2 Présentation des offres

Le candidat remettra un projet de marché comprenant les pièces ci-dessous :

- L'Acte d'Engagement ;
- un bordereau des prix unitaires (BPU)
- un détail quantitatif estimatif (DQE) (document non contractuel) dûment complété permettant de comparer les candidats sur le critère prix.
- Le cas échéant, la déclaration de sous-traitance accompagnée des documents mentionnés à l'article 6.1 du présent règlement de consultation ;
- en cas de groupement conjoint uniquement, une note précisant la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter et constituant une annexe à l'acte d'engagement
- Un mémoire technique et méthodologique comprenant impérativement les éléments suivants :
 - Description de l'organisation de l'équipe dédiée à la prestation (avec aussi la description du mode de fonctionnement interne au groupement), justification de l'adéquation des moyens humains avec les prestations, organigramme nominatif de l'équipe faisant apparaître les rôles et fonctions : présentation des CV de chaque membre de l'équipe intervenante mentionnant pour chaque intervenant leur expérience et références de projets déjà réalisés y compris l'équipe administrative affecté au traitement des décomptes mensuels. Descriptions des moyens matériels affecté à la mission.
 - Méthodologie employée pour réaliser et superviser les prestations. Le mémoire mettant en avant la compréhension du projet et son environnement, les partis-pris envisagés. Le mémoire peut contenir des éléments de réflexion écrits et/ou illustrés. Mesures envisagées pour le respect des coûts fixés au programme
 - L'organisation et méthodologie que le candidat entend mettre en œuvre pour la réalisation de sa prestation, tant vis-à-vis de l'équipe du maître d'ouvrage que des opérateurs qui réaliseront les chantiers. A ce titre, le candidat fournira également une présentation détaillée d'une ou plusieurs expériences significatives en matière de gestion d'étude et/ou travaux en qualité de maîtrise d'œuvre pour des ouvrages de même type permettant d'apprécier le niveau de compétences et la technicité déjà mis en œuvre par le candidat, en ce notamment la maîtrise de plusieurs opérations simultanées sur un même site ;
 - Note critique sur les données du programme, l'orientation fonctionnelle, technique et l'enveloppe financière.
 - Pratiques innovantes, engagements éthiques et RSE, certifications environnementales
- L'attestation de visite obligatoire

***NB :** L'absence de références relatives à l'exécution de marchés publics de même nature ne peut conduire à éliminer un candidat. Les entreprises de création récente peuvent justifier de leur capacité technique, financière et professionnelle par d'autres moyens que ceux énumérés ci-dessus.*

ATTENTION :

Les renseignements indiqués dans le cadre de mémoire doivent être liés directement à l'objet du marché en répondant précisément aux différents points décrits ci-avant et ne doivent en conséquence pas être une simple énumération de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.

Le mémoire sera rendu contractuel. À ce titre, les informations et dispositions mentionnées dans ce mémoire engagent contractuellement le titulaire quant au respect des modalités d'exécution et des moyens mis en œuvre pour l'exécution de ses prestations.

6.3 Conditions de remise des candidatures et des offres par voie dématérialisée

La transmission des candidatures et des offres par voie « papier » n'est pas autorisée sous peine de rejet du pli.



Les plis seront transmis exclusivement par voie électronique au moyen de la plateforme d'achat (www.marches-publics.gouv.fr)

Les plis dématérialisés doivent impérativement être déposés sur la plateforme de dématérialisation avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation. Le Domaine de Chantilly rappelle que les plis transmis par voie électronique sont horodatés et que tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt mentionnées dans le règlement de consultation, sera considéré comme hors délai.

Anti-virus :

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat sera averti. Dans ce cas, il sera procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde parallèlement transmise par le candidat.

Gestion des hors délais :

Les candidats sont informés que les délais de chargement peuvent être longs. Ils sont invités à prendre connaissance des prérequis de la plateforme en amont de la remise des candidatures.

Par ailleurs, il est conseillé de bien anticiper le téléchargement des candidatures sur la plateforme. Le téléchargement doit être achevé à l'expiration du délai de remise des candidatures. A défaut, les candidatures seront considérées par la plateforme comme hors délais.

A titre indicatif, le temps d'acheminement d'une réponse avec un débit moyen de 128Kbs est de 1 minute par Mo de réponse.

Le temps d'acheminement correspond au délai de chiffrement et de transmission du pli compris entre la validation finale par la société du formulaire de réponse de la consultation et la confirmation du dépôt de la réponse.

Les candidats doivent constituer et déposer leur pli électronique, sous forme de dossiers dont le contenu est précisé dans le présent règlement.

La signature électronique n'est pas exigée.

Copie de sauvegarde :

Conformément à l'arrêté du 14 septembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les candidats, qui auront remis leur dossier par voie électronique, ont la possibilité d'envoyer une copie de sauvegarde établie sur support physique électronique ou sur support papier. La mention « copie de sauvegarde » devra être portée sur l'enveloppe d'expédition. Elle devra parvenir au Domaine de Chantilly dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

L'envoi sera adressé par courrier recommandé avec accusé de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse suivante :

Domaine de Chantilly – Fondation d'Aumale
Service Commande publique
17 rue du Connétable
60500 CHANTILLY

Ce dispositif a vocation, notamment, à préserver la candidature et/ou l'offre du candidat en cas de dépôt d'un document dans lequel est détecté un virus informatique.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les conditions définies dans l'arrêté du 14 décembre 2009, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, et sous réserve qu'elle soit parvenue avant la date limite de remise des candidatures. La copie de sauvegarde ne sera, en revanche, pas ouverte si le pouvoir adjudicateur mène, avec succès, la procédure dématérialisée ou si elle arrive hors délai ou lorsque que la candidature ou l'offre dématérialisée n'arrive pas sur la plate-forme et que le candidat n'est pas en mesure d'apporter la preuve qu'il l'avait envoyée dans les délais.

Conformément aux dispositions nouvelles introduites par arrêté du 14 avril 2023 portant modification de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, le candidat pourra remettre, par voie électronique, à l'acheteur, une copie de sauvegarde selon les modalités définies par ces dispositions réglementaires. Dans ce cas, le candidat communiquera un pli intitulé « copie de sauvegarde » comprenant l'intégralité des documents communiqués parallèlement sur la Plateforme des Achats de l'Etat, dans le délai prescrit pour le dépôt des plis, à l'adresse courriel suivante : marches@chateauduchantilly.fr



ARTICLE 7. SÉLECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Sont tout d'abords écartés, sans être ouverts, les plis arrivés hors délais.

7.1 Sélection des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à 5, la liste des candidats sélectionnés sera établie au regard de la conformité administrative et technique, des documents suivants :

- **capacités professionnelles** à réaliser les prestations (références + preuve architecte qualifié).
- **capacités financières** à réaliser les prestations (chiffre d'affaires).

Seront éliminées les candidatures incomplètes, ou demeurées incomplètes suite à une demande de compléments, au vu du dossier de candidature demandé.

En cas de groupement, il est à noter que l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est, en effet, pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché public.

En cas de dossier incomplet, le Domaine de Chantilly se réserve la possibilité de demander aux candidats de fournir les pièces manquantes ou incomplètes ou d'expliquer les pièces justificatives fournies, dans un délai qui lui sera imparti dans la demande. Toute absence de réponse du candidat dans ce délai pour compléter son dossier ou tout dossier ne présentant pas de garanties administratives, techniques et financières entraînera le rejet de la candidature conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique.

7.2 Critères de jugement des offres

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-6 et 7 du code de la commande publique. Les critères de jugement permettant de retenir l'offre économiquement la plus avantageuse, sont énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Libellé	Détails complémentaires	Pondération
Prix de l'offre		40%
Sous critère 1 :	Notation basée sur le total du DQE relatif aux missions de base de maîtrise d'œuvre : Décomposé : <ul style="list-style-type: none">- En total DQE phase étude/conception- En total DQE phase travaux/chantier	80 points décomposé en : <ul style="list-style-type: none">- 40 points sur la note prix phase étude/conception- 40 points sur la note phase travaux/chantier
Sous critère 2 :	Notation basée sur le total du DQE relatif aux compétences complémentaires	20 points
Valeur technique de l'offre		60%
Sous critère 1 : Pertinence de l'organisation de l'équipe dédié à la prestation et moyens matériels	Ce critère s'attachera à évaluer la pertinence de la composition de l'équipe et du groupement, ses compétences, ses expériences, l'organisation de l'équipe pluridisciplinaire, son adéquation avec les coûts fixés	40 points
Sous critère 2 : Démonstration de la compréhension du projet	Les enjeux, son environnement, ses contraintes, son calendrier, la coordination des projets.	20 points
Sous critère 3 : Qualité et la cohérence de l'organisation/méthodologie	L'organisation qui sera adoptée pour mener à bien la mission, la qualité des moyens mis en œuvre, La méthodologie vis-à-vis du maître d'ouvrage et des entreprises exécutant les travaux	20 points



Sous critère 4 : Note critique sur les données du programme, l'orientation fonctionnelle, technique et l'enveloppe financière des projets.		15 point
Sous critère 5 : Pratique innovante, engagement éthiques, RSE et certifications environnementales		5 points

Méthode de notation de la valeur technique :

Pourcentage applicable	Nombre de points par rapport au sous-critère	Qualité de la proposition
0	(Pourcentage applicable * nbr de points fixés pour le sous-critère correspondant) / 100	Absence d'information ou informations sans rapport avec la demande
20		Informations très insuffisantes, trop générales et/ou inadaptées ne permettant pas de juger de la qualité de la proposition
40		Informations moyennement satisfaisantes dans la globalité, mais qui ne répondent pas de manière spécifique et détaillée aux attentes.
60		Informations satisfaisantes permettant de juger de la qualité de la proposition et qui correspondent aux attentes
80		Informations très satisfaisantes permettant de juger de la qualité de la proposition et qui correspondent aux attentes
100		Informations très satisfaisantes permettant de juger de la qualité de la proposition, qui correspondent aux attentes et apportent des précisions complémentaires constituant une plus-value significative

- Le critère Prix de l'offre sera noté sur 100 points répartis comme suit :

Sur 100 points au regard du montant global figurant au DQE. L'offre financière la moins onéreuse et recevable (c'est à dire pour laquelle il n'a pas été démontré que les prix présentaient un caractère anormalement bas et qui remplit les conditions de recevabilité sur le plan de la valeur technique) sera créditée du maximum de 100 points (avant pondération).

- Sous-critère 1 :

Phase étude sur 40 points au regard du montant additionné de l'ensemble des lignes du DQE pour cette phase. L'offre proposant le prix le plus bas se verra attribuer le maximum de 40 points sauf si ce prix est anormalement bas.. La formule pour l'attribution des points aux candidats est la suivante :

$$P = 40 \times (\text{montant de l'offre la moins-disante} / \text{montant de l'offre considérée})$$

Phase travaux sur 40 points au regard du montant additionné de l'ensemble des lignes du DQE pour cette phase. L'offre proposant le prix le plus bas se verra attribuer le maximum de 40 points sauf si ce prix est anormalement bas.. La formule pour l'attribution des points aux candidats est la suivante :

$$P = 40 \times (\text{montant de l'offre la moins-disante} / \text{montant de l'offre considérée})$$

- Sous-critère 2 :

La note prix relative aux missions complémentaires en prix journalier plafond sur 20 points sera calculée sur l'addition de toutes les lignes du DQE relatif à ce sous-critère. L'offre proposant le prix le plus bas se verra attribuer le maximum de 20 points sauf si ce prix est anormalement bas. La formule pour l'attribution des points aux candidats est la suivante:

$$P = 20 \times (\text{montant de l'offre la moins-disante} / \text{montant de l'offre considérée})$$



La note finale du critère prix est obtenue par l'addition des points des notes prix phase étude et prix phase travaux ajouté à la note prix relatives aux missions complémentaires.

Conformément aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique :

- Les offres inappropriées et inacceptables sont éliminées sans possibilité de régularisation.
- Dans le cas d'offres irrégulières, il sera procédé à une demande de régularisation de l'offre dès lors que celle-ci n'est pas qualifiée d'offre anormalement basse. En l'absence de transmission d'une offre régulière dans le délai imparti, l'offre sera définitivement déclarée irrégulière. Il ne sera procédé qu'à une seule demande de régularisation et la transmission d'une nouvelle offre non conforme donnera lieu à une déclaration d'offre.

7.3 Classement des offres

Pour chaque candidat, il sera procédé à la somme des notes obtenues dans chacun des critères pour le calcul de la note globale de son offre.

Les offres seront classées par ordre décroissant de note finale et le marché sera attribué au candidat qui aura obtenu le plus grand nombre de points.

En cas d'égalité des notes totales du classement final, le classement sera effectué en prenant en compte les notes obtenues au critère valeur technique.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC - VÉRIFICATION

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, sous réserve qu'il ne l'ait pas déjà fait au stade de la candidature, devra produire dans un délai de 7 jours à compter de la demande par le pouvoir adjudicateur les pièces suivantes :

- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents,
- Les pièces mentionnées aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-2 à 8254-5 du code du travail,
- Un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou équivalent,
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées si l'attributaire emploie plus de 20 salariés,
- La copie du ou des jugements de redressement judiciaire le cas échéant,
- L'attestation de responsabilité civile à jour,
- Un RIB.

Les documents ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française, à défaut ils doivent être accompagnés d'une traduction en langue française.

Ces pièces doivent être produites dans les mêmes délais par chaque membre du groupement, ou sous-traitant dès lors que celle-ci est déclarée dès l'offre.

NB: lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-avant, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si le cas se présente, il sera exigé du candidat une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue qu'il remet en application du présent article.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et le candidat sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations avant que le marché ne lui soit attribué.



S'il le souhaite le candidat peut fournir dès le stade de la candidature les documents qui ne seront exigés que du seul attributaire.

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute demande de renseignement complémentaire, quel qu'en soit son caractère, doit être faite via la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des candidatures ou des offres.

Seules les demandes parvenues au plus tard 10 jours avant la date limite de réception feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Les réponses communes seront adressées au plus tard 5 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres à tous les candidats, s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de leurs candidatures ou offres.

ARTICLE 10. PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier
80000 AMIENS
Téléphone : +33 (0)3 22 33 61 70
Télécopie : +33 (0)3 22 33 61 71
E-mail : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- En application de l'article L551-1 et suivant le code de la justice administrative avant la signature du marché.
- En application de l'article L551-13 et suivant le code de la justice administrative après signature des marchés (trente et un jours en cas d'avis d'attribution ; six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat)
- Les tiers et concurrents évincés peuvent saisir le tribunal administratif de Paris à un recours en contestation de validité dans les deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.



ATTESTATION DE VISITE (*)

Marché n° 26IBAT006

Maitrise d'œuvre pour des travaux de restauration, aménagement
et mise en conformité du Domaine de Chantilly

J'atteste que M..... représentant la société
.....

a effectué la visite obligatoire du site.

Signature et nom et qualité
du représentant du Maître d'Ouvrage

(*) document à remettre rempli selon l'article 5 et 6.2 du présent règlement de consultation



LAISSEZ PASSER

Date	Nom	Prénom
Société	Véhicule	Accès
Heure d'arrivée prévue	Heure de départ prévue	Rendez-vous avec + n°Tel

Observation :

.....
.....
.....
.....
.....
.....

Date

:.....

Signature

:.....